

PARTI COMMUNISTE INTERNACIONALISTE

1-Résolution sur le P.S.U. adoptée par le Bureau Politique (majorité)

2-Déclaration de la minorité du B.P. du P.C.I.

3-Déclaration de la majorité du B.P.

BULLETIN INTERIEUR

SECTION FRANCAISE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

PRIX : 1 F

RESOLUTION SUR LE P.S.U ADOPTÉE PAR LE
BUREAU POLITIQUE

L'évolution du P.S.U et la détérioration rapide des rapports entre les tendances en son sein nous permettent de préciser les décisions de la session de Juin du Comité Central.

Désormais, au sein de la direction du P.S.U., les "Social-technocrates" mendessistes et chrétiens l'ont définitivement emporté. La publication de leur contre-plan est une manifestation de cette polarisation droitiste. Les échéances électorales de 1965 mettront à rude épreuve l'existence de ce parti qui, de toute façon ne peut plus jouer un rôle notable et progressif et qui ne recrutera plus de militants d'avant-garde ou susceptibles de le devenir, sauf de rares exceptions.

La présence de nos militants dans ce parti ne se justifie donc plus que comme ferment d'évolution de la tendance de gauche.

Cette tendance ne peut avoir l'ambition de construire un nouveau parti centriste, ni même de reconquérir la majorité du P.S.U. La sortie du P.S.U., à terme, est acceptée comme une nécessité par une partie de la tendance alors que d'autres militants cherchent à éluder cette échéance. La stratégie de cette tendance vise à la constitution d'un large front unitaire de classe, à la constitution duquel elle subordonne sa propre existence. Ses perspectives sont courtes, largement fondées sur l'espoir de profondes transformations du P.C.F. Cette orientation est correcte dans son sens général, mais sa réalisation est illusoire, compte tenu des moyens matériels dont dispose la minorité.

Cette situation complexe détermine nos tâches pour la prochaine période qui sera nécessairement de transition instable.

1°) Les Trotskyistes au sein du P.S.U., soutiennent l'action de la gauche pour une "Convention de l'opposition socialiste" et des alliances de classe sans exclusive lors des consultations électorales, dans la conviction que les expériences qui seront faites sur cette ligne élèveront la conscience des militants qu'ils soient membres du P.S.U., ou non. Par ailleurs, cette application de la ligne acceptée par toute la tendance nous permet seule de consolider notre capital de confiance à l'intérieur de ce courant, et d'accroître ainsi notre audience pour la poursuite de notre propre ligne.

2°) L'absence d'une conception de construction du parti dans la gauche du P.S.U. risque de laisser désarmés, démobilisés et même démoralisés nombre de ses militants, si l'évolution du mouvement ouvrier vers sa restructuration n'est pas assez rapide, comme c'est probable, pour permettre à ce courant d'y trouver sa place comme ensemble organique. En conséquence, la popularisation désormais possible, dans ses rangs de notre propre conception, et, en particulier de la pratique de l'entrisme organisé dans le P.C.F., devient pour nous une tâche cruciale. Celle-ci doit passer aussi bien au travers des discussions intérieures sur les perspectives que par le biais de cours et de conférences intérieures ou publiques. Tout ultimatum en ce domaine doit être banni comme le plus sur moyen de nous couper des militants qui ne font que commencer à se poser le problème et comme un liquidationnisme de notre acquis. Notre objectif en ce domaine doit être de gagner le maximum de militants du courant.

3°) Le travail d'entreprise est désormais notre secteur essentiel d'activité au sein de la gauche du P.S.U. tant du fait de l'influence que nous avons déjà acquise que du fait que ce secteur possède en lui-même une capacité de continuité et de dépassement de ses limites actuelles plus grande que le reste de la tendance gauche. Nous ne visons pas à reconstruire à partir de lui un nouveau P.S.U. de gauche. Inversement, il devient pas une branche du secteur indépendant de notre parti. Mais notre travail indépendant peut en partie s'y développer, le comité de liaison récemment constitué pour mener ce travail d'entreprise n'étant plus un organisme ni du P.S.U., ni même proprement de la tendance de gauche (puisqu'y adhèrent des individus et des groupes démissionnaires ou étrangers au P.S.U.) mais un organisme de confrontation et de regroupement. Nous devons faire de ce noyau une étape transitoire de regroupement et de dévolution vers nous de militants ouvriers centristes. Ceci signifie que nous éviterons d'y imposer ~~XXXXXXXXXXXX~~ notre direction et notre programme global. Cependant l'activité de nos militants y perdra progressivement tout caractère entristé, et des militants trotskystes indépendants s'y introduiront en tant que tels. Ce faisant, nous nous ferons reconnaître comme dirigeants ouvriers parmi d'autres proposant nos mots d'ordre et notre programme à la discussion. Nous veillerons à ce que les groupes ultra-gauches ne puissent pas incliner ce regroupement vers des prises de position sectaires, et inversement, nous efforcerons d'y associer de cadres syndicaux (opposants de gauche et unitaires des centrales) aux besoins desquels le P.S.U. a été incapable de répondre. Unitaires, nos feuilles d'entreprises doivent pratiquer une critique pédagogique des grandes organisations et tendre *à devenir* des tribunes ouvrières, expression de la démocratie politique dans l'entreprise. Ce regroupement sera ainsi pour nous un milieu nourricier, une sphère d'influence et un moyen transitoire de notre travail indépendant en milieu ouvrier. Notre objectif doit être de favoriser l'évolution de ce regroupement sans le forcer en voulant lui imposer notre stratégie.

DECLARATION DE LA MINORITE
DU BP DU PCI

Depuis des années sous l'impulsion du trio Frank-Germain-Maitan des distorsions fractionnelles constantes ont été instaurées au centralisme démocratique. Contre ces atteintes, la tendance marxiste révolutionnaire de la IV^e Internationale a dû faire abstraction, dans le cas les plus graves, de règles auxquelles elle reste profondément attachée.

Dans cette situation difficile pour l'unité de l'Internationale, la majorité du bureau politique de la section française vient d'adopter un blâme contre 3 camarades de notre tendance, sanction qu'elle considère comme un ultime avertissement.

Nous voudrions reprendre quelques exemples récents qui montrent que la machine scissionniste actuellement en mouvement fut délibérément mise en place par le trio majoritaire.

On a pu ainsi contester le droit à la Commission Africaine de publier un organe particulier, sans vouloir tenir compte que son acceptation par le 7^{ème} Congrès mondial ne faisait que consacrer l'intégration de ses membres dans la révolution Africaine en arguant notamment que commission, elle n'avait pas les droits d'une section. Peu après, cependant, les membres de la section française appartenant à cette commission ou plus simplement travaillant avec elle en A.... furent considérés comme ne faisant plus partie de cette section, en s'appuyant sur l'article des statuts qui décide que les membres de l'Internationale font partie de la section du pays où ils résident. Par ce procédé les "majoritaires" ont pris la direction de la section française. Mais ils ont démontré quel crédit il fallait accorder à leur soi-disante défense du centralisme démocratique dont ils ne font qu'utiliser l'aspect centraliste pour tenter de pousser la tendance marxiste révolutionnaire hors de notre Internationale.

Plus près de nous, nous apprenions, il y a peu de temps qu'un membre particulièrement responsable du Bureau Politique prenait contact avec des groupes extérieurs, leur proposant l'unification sans aucune discussion préalable avec l'objectif affirmé de minoriser la tendance marxiste révolutionnaire en France, ces contacts étant pris, faut-il ajouter, sans qu'aucune instance responsable de la section, B.P. ou C.C. n'eût été informé, ni avant ni après la démarche. Il a fallu que nous fassions état de preuves portant sur une partie de ces contacts, pour qu'un aveu partiel en soit donné.

Si l'on ajoute à ces manipulations du centralisme démocratique, sous le couvert de la défense de celui-ci, l'abandon de critères politiques de recrutement pour les seuls critères fractionnels - sont bonnes recrues ceux que leurs préjugés et leur ignorance poussent au sectarisme, à l'encontre des militants du Mouvement communiste et à l'anti-pablisme - on peut comprendre le doute qui peut naître chez certains camarades en voyant les manoeuvriers se faire les champions des principes.

Dans ces conditions des erreurs tactiques ont pu être commises. Elles ont été reconnues par les intéressés. Nous dénonçons donc la sanction qui les frappe d'autant plus qu'elle a pour objet, selon l'un de ses principaux promoteurs, "en frappant sur le sac de faire réfléchir le baudet". En d'autres termes, les camarades visés sont les plus responsables de notre tendance en France, pourquoi en ce cas ne pas les sanctionner eux-mêmes et eux seuls.

Cette procédure cependant, dans le contexte où elle survient, ne peut que renforcer notre conviction qu'aveuglée par sa passion anti-pabliste, cette direction fait flèche de tout bois, dénonçant aujourd'hui ce qu'elle soutenait hier, tolérant même les manifestations de plus en plus fréquentes pour la révision des III^o, IV^o, V^o, et VI^o Congrès de l'Internationale.

Aussi, nous est-il, quant à nous, impossible de découper de façon formelle les diverses composantes de la politique des majoritaires, et sommes conduits à nouveau à nous élever vivement contre une politique dont il devient difficile de dire si elle est la cause ou l'effet de semblables méthodes.

La déclaration de la minorité du B.P. du 31.1. marque une nouvelle étape de la lutte de cette tendance à l'intérieur du mouvement. Dans le parti français, jusqu'à présent, l'opposition des deux tendances était demeurée sur un terrain politique. Ce terrain fait-il défaut à la minorité ? Toujours est-il qu'elle reprend maintenant à son compte dans un écrit a méthode des attaques personnelles et du "rageage" qui n'était jusqu'ici que le fait de son "dirigeant principal" à l'échelle internationale.

Quel est le sujet de la déclaration ? Trois camarades minoritaires ont accompli un acte d'indiscipline caractérisé dans leur activité extérieure. L'indiscipline a été reconnue par la commission paritaire désignée par le C.C. Sur son rapport contradictoire, le B.P. a décidé un avertissement unique. Chaque militant comprendra la nécessité de cette sanction en même temps que les raisons de sa modération : sa nécessité parce que si la direction tolérait la violation de la discipline ~~PAR LE COMPORTEMENT DES DIRIGEANTS MINORITAIRES~~, ils ont été entraînés à l'indiscipline dans un secteur quelconque du parti, cette atteinte décisive au centralisme démocratique détruirait le parti ; si chacun pouvait faire " ce qui lui semble juste ", le parti volerait en éclats : la modération de la sanction : les camarades indisciplinés sont jeunes, et ils ont été entraînés à l'indiscipline par le comportement des dirigeants minoritaires : ils ont reconnu leur erreur et la direction veut leur donner la possibilité de se redresser. Mais le blâme sera unique, c'est-à-dire que toute récidive entraînera l'exclusion. Cet avertissement est, selon les dirigeants minoritaires, un geste scissionniste. Cela signifie que la démocratie, telle que la conçoivent les minoritaires, doit comporter pour eux le droit de se moquer du parti, de reconnaître ses erreurs mais d'y persévérer. Défendre une telle cause dans nos rangs est sans précédent. Le Parti ne tolérera pas que l'on se joue de lui.

Une double argumentation soutient la revendication du droit à l'indiscipline :

1) L'imprécision de notre politique serait responsable des "erreurs tactiques" des minoritaires de base. (Il est simple de constater que toute opposition politique voit la minorité accuser la politique de la majorité d'être confuse, inapplicable et catastrophique. Dans l'isolement, des camarades minoritaires pourraient " se tromper". Mais dans le cas incriminé, les indisciplinés avaient en face d'eux des dirigeants majoritaires de leur secteur de travail, et rien n'était plus simple que de s'associer à leur comportement. L'indiscipline a été sinon voulue, du moins le fait d'une grave erreur sur la notion de centralisme démocratique.

2) Les dirigeants minoritaires réclament, en tant que responsables moraux, d'être eux-mêmes sanctionnés. Ils le seraient s'ils avaient ordonné l'indiscipline. Mais ce n'est pas le cas, puisqu'ils la disent "accidentelle". Il est complètement étranger à nos principes de sanctionner les divergences ou l'expression des divergences. L'Internationale tolère même jusqu'ici et depuis des mois l'expression publique des divergences de la minorité dans la revue "Sous le drapeau du socialisme". Cette tolérance, sans précédent dans notre mouvement à l'époque où le dirigeait le camarade Pablo, suffit à ruiner à elle seule les accusations de volonté scissionniste portée contre les directions françaises et internationales.

Les dirigeants minoritaires feignent en cette affaire d'ignorer la frontière décisive qui existe entre la démocratie et le centralisme, entre la libre expression des divergences et l'application de la ligne décidée par la majorité. Ces notions, que nous enseignons aux stagiaires dès leur entrée dans le parti, ne peuvent être oubliées sans danger.

Pour faire passer la violation de la discipline comme droit nouveau de la minorité, ses dirigeants dressent un réquisitoire contre la majorité qui violerait aussi le centralisme démocratique. Ils en donnent trois exemples : une confusion voulue, un ragot vulgaire et une calomnie contre le parti.

1) Une confusion voulue : la confusion entre le groupe d'Alger et la commission africaine. Le congrès extraordinaire de notre section a refusé d'accepter le mandat du groupe d'Alger qui était représenté en tant que tel (comme une section) lors du 7^e congrès mondial, aucun groupe ou membre de notre parti mondial ne pouvant voter deux fois à deux titres différents :

La commission africaine, à la différence du groupe d'Alger, est un organisme qui a été élu par le C.E.I., immédiatement après le Congrès Mondial de Réunification, puis dont la composition a été modifiée à la session de mai 1964. La distinction entre ces deux organismes a toujours été très nette.

Cette confusion est une récente invention de la minorité, elle ne peut résister à l'examen sérieux des faits, mais elle est inquiétante. En effet, "Sous le drapeau du Socialisme" ne pourrait se défendre d'être un simple organe de fraction, que dans la mesure où il serait l'organe du groupe d'Alger (de sa majorité), mais en s'attachant à la référence mensongère d'"organe de la Commission africaine de la IV Internationale", (à la façon dont Posadas et Ortiz s'attachèrent frauduleusement au nom de BLA) la direction minoritaire ne trahit-elle pas une volonté scissionniste, le titre de commission africaine, usurpé, constituant un instrument qui peut lui permettre de se poser en direction de rechange de l'Internationale, mieux qu'elle ne le pourrait en se donnant pour ce qu'elle est réellement : une faible minorité.

Ajoutons que cette volonté scissionniste s'est également manifestée avec l'exclusion du groupe d'Alger, sans aucune procédure régulière, de camarades partisans de la majorité de l'Internationale.

2) Le ragot vulgaire ne vaut pas la peine d'être réfuté, il n'est qu'un ragot vulgaire. Aucun membre de la direction ne propose à quelque groupe que ce soit la "réunification sans discussion préalable"? Par contre, il est vrai que la majorité veut tout faire pour ramener dans le sein de l'Internationale tous les militants qui se revendiquent du patrimoine trotskyste, isolés ou en groupes, et qu'à cette volonté très affirmée, la minorité oppose le refus le plus obstiné et le plus sectaire.

3) La calomnie contre le parti n'a pas besoin de commentaire. Elle concerne le recrutement, qui serait "fractionnel", mené selon les critères de l'ignorance, des préjugés et du sectarisme. Ces insultes lancées contre les jeunes et les moins jeunes militants qui rejoignent aujourd'hui le trotskysme jugent ceux qui les lancent. Elle prend tout son sens après l'opposition, lors de la session de juin du C.C., mise par les minoritaires à la décision d'une campagne de recrutement. Le véritable signe du sectarisme est l'incapacité à gagner de nouveaux membres au parti et à notre cause. Considérer que la période n'est pas favorable au recrutement n'est que l'expression de la myopie politique ; insulter ceux qui rallient notre programme à une heure qui est encore loin de celle de notre victoire, c'est à la fois un signe de désespoir et un pas sur le chemin de la desertion.

Pour couvrir une seule indiscipline, les dirigeants de la minorité relancent une lutte d'ensemble contre la majorité du Parti et de l'Internationale

Ils le font cette fois hors de toute base politique ; les "chiquenaudes de la part de la réalité" que leur ont values leurs pronostics politiques, les laissant dans l'irritation, ils vont se plaignant du "régime" et des "méthodes" et se livrant aux petites intrigues. C'est là le portrait fait des sectaires par Trotsky.

Il n'y a pas de machine scissionniste de montée dans l'Internationale, du moins pas par la majorité. Le parti sait et jugera. Nous avertissons toutefois les minoritaires - et ceci n'est pas une menace que la pente sur laquelle ils ont mis le pied est savonneuse : ils auront beau hurler qu'ils y sont poussés, tout le monde peut constater que nulle entrave n'est mise à leur liberté d'expression. S'ils glissent sur la pente qui mène hors de nos rangs, ils ne pourront convaincre personne qu'ils ne sont pas les responsables de leur déchéance. Il est encore temps pour eux de se reprendre.

A peine plus d'un mois après cet échange de déclarations, le Bureau politique a de nouveau eu à connaître de cas répétés d'indisciplines de deux camarades blâmés récemment et de la compagne de l'un d'eux. Le B.P. a adopté la résolution suivante:

Le B.P., informé des nouvelles indisciplines des camarades Manuel, André et Fabienne, de la cellule Léon Lesoil (élaboration d'un texte avec des éléments de lé droite de l'U.E.C. , en secret par rapport à la cellule et au Parti; attaques contre la gauche et nos propres camarades au cours même du congrès de l'U.E.C.) en dépit du blâme unique prononcé contre eux le mois passé, prononce l'exclusion de ces camarades.

6 pour
2 contre